



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Service prévention des risques anthropiques
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 22/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TSM

2 rue de Kingersheim
68120 Richwiller

Références : 25-205_0006700638_LG/AR
Code AIOT : 0006700638

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08 avril 2025 de l'établissement TSM implanté 2 rue de Kingersheim à Richwiller (68120). L'inspection a été annoncée le 24/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la prononciation de la liquidation judiciaire de la société Traitements de Surface et Mécanique - TSM Grand Est, en date du 29 janvier 2025, par le Tribunal Judiciaire de Mulhouse, l'inspection s'est rendue sur le site pour établir ses constats sur la mise en sécurité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TSM
- 2 rue de Kingersheim 68120 Richwiller
- Code AIOT : 0006700638
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site a été exploité dès 1968 par la société Traitements de Surface NOBEL BOZEL (TSNB).

En 1977, TSNB a informé par courrier le préfet du changement de raison sociale en « Traitements de surface et Mécanique - TSM ».

Les activités exercées sur le site étaient : chromage, nickelage électrolytique, nickelage chimique, préparation de l'aluminium avant chromage et préparation de l'aluminium avant nickelage chimique.

L'exploitation du site est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2009-071-17 du 12 mars 2009.

L'exploitant a notifié la cessation d'activité du site par courrier en date du 04 février 2025, suite à la prononciation de la liquidation judiciaire de la société.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Notification	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
2	Détermination de l'usage futur	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-75-1	Demande d'action corrective	4 mois
4	Attestation de mise en sécurité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Mise à l'arrêt définitif d'un site IED	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R515-75	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité du site n'est pas effective : le site n'est pas clôturé, des produits dangereux et déchets en grand nombre ainsi qu'une cuve de gaz sont présents. Aucun diagnostic de l'état des sols et des eaux souterraines et aucune surveillance des effets de l'installation sur l'environnement n'a été réalisée dans le cadre de la cessation d'activité du site.

Une mise en demeure est proposée. Le liquidateur judiciaire, en tant qu'ayant droit de l'exploitant, doit, dans les délais indiqués dans les fiches de constat ci-après :

- compléter la notification de cessation d'activité par la description des mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité du site et le calendrier associé ;
- procéder à la détermination de l'usage futur conformément à l'article R. 512-39-2 du Code de l'environnement,
- reprendre le suivi de la qualité des eaux souterraines, pour surveiller les effets de l'installation sur l'environnement (article 9.5.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-071-17 du 12 mars 2009).

Des actions correctives concernant la mise en sécurité sont également demandées au liquidateur judiciaire, en tant qu'ayant droit de l'exploitant. Dans le cas où l'exploitant ne réaliserait pas les

actions correctives dans les délais indiqués dans les fiches de constat correspondantes, une mise en demeure pourra être proposée par l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.
Constats : L'exploitant a notifié la cessation d'activité par courrier daté du 04 février 2025. Cette notification mentionne que "le maximum sera fait pour assurer la mise en sécurité du site, limiter son accès et évacuer les déchets" sans toutefois détailler les mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité du site et le calendrier associé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une mise en demeure est proposée. <u>Dans un délai de quinze jours</u>, le liquidateur judiciaire, en tant qu'ayant droit de l'exploitant doit compléter la notification de cessation d'activité par la description des mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité et le calendrier associé. Les mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité du site doivent répondre aux dispositions de l'article R. 512-75-1 IV du Code de l'Environnement et comprendront au minimum les actions demandées dans la fiche de constat n°3.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Détermination de l'usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-2
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : I.- Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et

que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

[...]

Constats :

L'usage futur n'est pas déterminé dans l'arrêté d'autorisation du site et le préfet n'a pas été destinataire d'une copie de la proposition d'usage futur faite aux propriétaires des terrains et au maire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une mise en demeure est proposée.

Dans un délai d'un mois, le liquidateur judiciaire, en tant qu'ayant droit de l'exploitant, doit transmettre au maire de Richwiller et au propriétaire des terrains, les plans du site et les études et rapports sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains.

Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-75-1

Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

Constats :

> Produits dangereux et déchets :

Les produits dangereux et déchets n'ont pas été évacués. Sur le site, dans le bâtiment, la présence de bidons, de citernes et plusieurs dizaines de GRV a été constatée. La présence d'une citerne a également été constatée à l'extérieur, à l'arrière du bâtiment. Ces GRV, bidons et citernes contenaient notamment les produits des bains de traitement (dégraissage, décapage, passivation), notamment des produits contenant du chrome VI (dont certains sont très concentrés). D'autres produits et déchets dangereux (hydrocarbures, ammoniacque, divers acides, etc.) sont également présents. Aucun de ces produits n'est stocké sur rétention.

Le liquidateur judiciaire a transmis un devis, daté du 17 mars 2025, pour l'évacuation de ces produits et déchets par une entreprise spécialisée.

> Accès au site :

Le site n'est pas intégralement clôturé sur les parties sud et ouest. Le bâtiment comporte deux portes : une à l'avant et une à l'arrière. Le propriétaire des terrains a déclaré que ces deux portes étaient fermées à clé en son absence.

> Risques incendie et d'explosion :

L'exploitant a déclaré que les énergies (électricité et gaz) avaient été coupées sur le site. Cependant, une cuve de gaz était présente à l'extérieur du bâtiment et il n'a pas pu prouver qu'elle était vide.

> Effets de l'installation sur son environnement :

A ce jour, aucun diagnostic n'a été réalisé dans le cadre de la cessation d'activité du site.

Dans le cadre de diagnostics réalisés entre 2005 et 2007, lorsque le site était encore en activité, une pollution du sol et des eaux souterraines par le chrome VI a été mise en évidence sur le site, ce qui a conduit à la prescription d'une surveillance de la qualité des eaux souterraines et à la mise en place d'une restriction d'usage des eaux souterraines sur une partie des communes de Kingersheim et Richwiller. Dans le milieu sol, les diagnostics mettent en évidence des pollutions au chrome, cyanure, nickel, hydrocarbures et solvants (chlorés ou non). Les derniers résultats de surveillance des eaux souterraines transmis à l'inspection remontent à 2021.

Les 3 bains de traitement (chromage, nickelage et passivation) ont été retirés. Des traces des anciens bains de traitement étaient encore visibles sur le sol. La terre, au niveau des anciens emplacements des bains, présentait des tâches orange foncé et jaunes, laissant penser à une pollution par le chrome VI. Des flaques jaunes étaient également présentes sur le dallage du bâtiment à proximité de l'ancien emplacement des bains.

<p>Au regard du contexte historique du site et des constats faits lors de l'inspection du 08 avril 2025, et conformément à la prescription ci-dessus, un diagnostic des sols et des eaux souterraines doit être réalisé pour faire un état des lieux de la pollution. La surveillance de la qualité des eaux souterraines doit être reprise.</p> <p>L'ensemble de ces constats amène l'inspection à conclure que la mise en sécurité du site n'est pas faite, ce qui relève d'une non-conformité à la prescription ci-dessus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Dans un délai d'un mois</u>, le liquidateur judiciaire, en tant qu'ayant droit de l'exploitant, doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • évacuer l'intégralité des produits dangereux et déchets présents sur le site. Les documents justifiant de l'évacuation des déchets et produits (bordereaux de suivi des déchets, etc.) doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ; • assurer la limitation des accès au site, en clôturant la totalité du site et en maintenant fermés les accès en dehors des heures de présence sur site ; • inertier la cuve de gaz. Les documents justifiant de l'inertage de la cuve sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ; <p><u>Dans un délai de quatre mois</u>, le liquidateur judiciaire, en tant qu'ayant droit de l'exploitant, doit établir un diagnostic de l'état des sols et des eaux souterraines et assurer la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement, aussi bien sur site que, en tant que de besoin, hors site. Il doit reprendre le suivi des eaux souterraines prescrit par l'article 9.5.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-071-17 du 12 mars 2009.</p> <p><u>Dans un délai de quatre mois maximum</u>, le site doit être mis en sécurité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 4 : Attestation de mise en sécurité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. [...]</p>
<p>Constats :</p>

Comme explicité dans la fiche de constat précédente, la mise en sécurité du site n'a pas été effectuée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Dès que les mesures de mise en sécurité sont mises en œuvre, et dans un délai maximum de quatre mois</u> , le liquidateur judiciaire, en tant qu'ayant droit de l'exploitant, doit faire attester cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués (attestation dite ATTES-SECUR). La liste des entreprises certifiées pour délivrer une ATTES-SECUR est disponible sur le site internet du LNE ou via le lien suivant : https://www.lne.fr/recherche-certificats/fr/297 .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Mise à l'arrêt définitif d'un site IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R515-75
Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués
Prescription contrôlée : I. - Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation et en vue de la remise du site dans son état initial, l'exploitant inclut dans le mémoire prévu à l'article R. 512-39-3 une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés au 3° du I de l'article R. 515-59. Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage. II. - Si l'installation a été, par rapport à l'état constaté dans le rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines par des substances ou mélanges mentionnés au I, l'exploitant propose également dans ce mémoire les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu au deuxième alinéa du présent II. En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base. Cette remise en état doit également permettre un usage futur du site déterminé conformément aux articles R. 181-43 et R. 512-39-2.
Constats : Comme évoqué dans la fiche de constat n°3, une pollution du sol et des eaux souterraines par le chrome VI a été mise en évidence dès 2005. Des pollutions du sol au zinc, aux hydrocarbures et aux solvants chlorés ont également été identifiées lors du diagnostic réalisé en 2005. Une évaluation simplifiée des risques et des plans de gestion ont été réalisées courant 2006 et 2007 suite à ce diagnostic. A l'époque, les plans de gestion ne prévoyaient pas de traitement de la source de pollution au chrome, celle-ci étant située sous les baignoires de traitement. Une surveillance des eaux souterraines a été prescrite pour surveiller l'évolution du panache et une restriction d'usage de l'eau souterraine a été prise sur une portion des communes de Richwiller et

Kingersheim par arrêté n° 20101537 du 02 juin 2010.

Dans le cadre de la cessation d'activité du site, un état des lieux de la pollution du sol et des eaux souterraines doit être fait. Les diagnostics et mesures de gestion des pollutions identifiées devront être établies conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués. Ces mesures de gestion devront comprendre a minima le traitement des sources de pollution et la suppression des zones de pollutions concentrées, conformément à l'article R. 512-39-3-I du code de l'environnement.

Conformément à ce même article, le mémoire doit être transmis dans un délai de six mois suivant l'arrêt définitif des installations, soit avant le 29 juillet 2025.

En l'absence de transmission avant cette date du mémoire, conforme à la prescription et à l'article 512-39-3 du code de l'environnement, l'inspection proposera au préfet un arrêté préfectoral de mise en demeure du liquidateur judiciaire, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

Planche photographique associée à la visite d'inspection

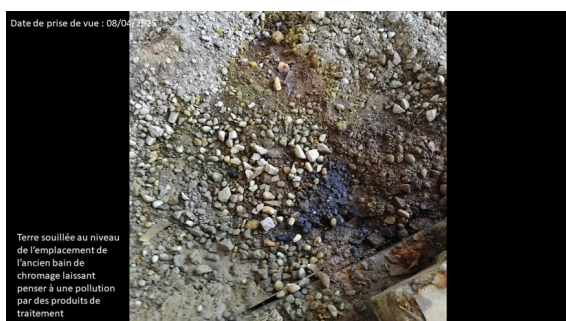
N°3 : Mise en sécurité



diapositive3.jpg



diapositive2.jpg



diapositive4.jpg



diapositive6.jpg



diapositive5.jpg



diapositive7.jpg



diapositive8.jpg



diapositive9.jpg



diapositive10.jpg



diapositive11.jpg



diapositive12.jpg



diapositive1.jpg